

Le coup d'Etat en URSS

Une nouvelle étape dans la subversion contre-révolutionnaire

Septembre 1991



Cercle Henri Barbusse
de culture ouvrière et populaire
52 allée du Lotus Bleu
59650 Villeneuve d'Ascq
cerclebarbusse@wanadoo.fr

En 1985, lors de l'avènement de M. Gorbatchev, il diagnostiquait l'existence d'une situation de « pré-crise » caractérisée par la stagnation surtout sur le plan économique. Ce prétexte très peu argumenté à l'époque de la « crise imminente » amena la nouvelle direction du PCUS et de l'Etat soviétique à enclencher la « Pérestroïka » qualifiée pernicieusement de « révolution dans la révolution », en ce sens que « dès les premiers pas de la réforme, il est devenu évident que cette dernière serait condamnée si elle n'était pas dotée d'un moteur dans le domaine politique » (la « Glasnost »). Ainsi, selon Gorbatchev, il s'agissait d'instaurer le « pluralisme socialiste », « l'économie de marché socialiste », et une « nouvelle mentalité fondée sur les valeurs universelles »; et tout ceci en dehors de la lutte de classe... Que sont devenues aujourd'hui ces belles promesses idylliques ?

GORBATCHEV PREND LE CONTROLE DU PCUS

Gorbatchev est arrivé à la tête du parti et de l'Etat soviétique dans une lutte contre l'ancienne direction brejnévienne. Qui ne se souvient de la purge par groupes entiers de ceux que la presse occidentale qualifiait de « dinosaures » des instances dirigeantes du parti et de l'Etat? Une des péripéties de cette prise de contrôle du parti fut la démission d'Egor Ligatchev sous les applaudissements significatifs des médias occidentaux. Au même moment était orchestré et organisé le renversement des brejnéviens au pouvoir dans les pays de l'Est (l'un après l'autre et dans un ordre de succession bien calculé, les Jivkov, Honecker et Ceausescu). Le rôle de Gorbatchev et des occidentaux saute aux yeux dans la subversion dans les pays de l'Est. Le faux charnier de Timisoara n'est que le sommet de l'iceberg dans la manipulation tendant à fourvoyer les peuples et les opinions publiques sur la réalité des événements dans l'ancien camp socialiste. Mais restait le PCUS, dans lequel plusieurs tendances s'étaient formées à la base, en réponse à la mainmise gorbatchévienne. Et la création du Parti Communiste de Russie était une réaction de ceux que la presse bourgeoise nomme

« conservateurs ». Prendre le contrôle des instances dirigeantes du parti est une chose, mais c'est vraiment autre chose que d'amener 20 millions de communistes à se plier au dessein d'une restauration capitaliste en URSS. D'où la nécessité de rompre le pouvoir du PCUS en tant que parti sur l'Etat Soviétique, cette grande conquête d'octobre 1917. La réforme du code électoral fut le premier pas décisif dans ce sens. Gorbatchev organisa le retour à la vieille technique éculée (vu les taux d'abstentions en occident) des « circonscriptions territoriales », fondement du pouvoir des capitalistes en Occident. Le principe des « circonscriptions de production » avec les élections à partir du lieu de travail, base du pouvoir des travailleurs (ouvriers, paysans-kolkhoziens et soldats) fut abandonné. Dès lors, c'est à un véritable assaut de l'intelligentsia petite bourgeoisie sur les Soviets que l'on assista. D'autant qu'avec l'adoption de la loi sur le « travail individuel et coopératif » en 1987, Gorbatchev consacrait le pouvoir de « l'individu », c'est à dire le retour au parlementarisme à l'occidentale.

LA LIQUIDATION DES SOVIETS OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS...

La campagne électorale fut l'occasion d'une offensive sans commune mesure contre l'histoire du PCUS, de la révolution d'octobre, de la formation de l'URSS et de l'édification socialiste. Jamais on aura vu une telle débauche de falsifications historiques, contrevérités, de dénigrement, de diffamations présentant celle-ci comme une série de crimes, de mensonges, de complots, d'assassinats... De tels agissements qui sous d'autres cieux auraient entraîné des procès pour diffamations, sont et restent impunis. Par complaisance intéressée, Gorbatchev lui même devait s'en donner à cœur joie avec les falsificateurs de l'histoire héroïque des peuples d'URSS, de sa glorieuse classe ouvrière et de sa paysannerie. La « glasnost » n'aura été que le moyen par lequel les descendants des classes réactionnaires renversées par la révolution d'Octobre et des *Nepmen* et koulaks dépossédés par la socialisation et la collectivisation de l'industrie et de l'agriculture ont relevé la tête et se sont emparés lors des élections de pans entiers du pouvoir d'Etat. Il ne

pouvait en être autrement car cette attaque contre l'histoire du parti et du premier Etat des ouvriers et des paysans du monde avait pour but de jeter le discrédit sur le parti de Lénine, la Révolution qu'il a conduit et l'Etat qu'il a édifié. La falsification de l'histoire fut le seul programme électoral de toutes les forces anti-communistes.

L'idéologie que ces forces ont opposé au communisme fut et reste le nationalisme, y compris le nationalisme grand-russe dont Eltsine est un porte parole. La mise sur pied du régime présidentiel gorbatchévien fut le second volet de cette expulsion orchestrée du parti au pouvoir. L'abolition de l'article 6 de la Constitution sur le rôle dirigeant du parti n'était que la consécration de la dépossession du parti de tous ses pouvoirs d'Etat. Qui peut nier que toute la politique menée par Gorbatchev, toutes ses décisions étaient prises en dehors du parti est bel et bien dans le cadre des nouvelles institutions présidentielles? Tout le monde a pu voir que Gorbatchev n'aura fait

que mettre le parti devant des décisions prises en dehors de ses instances régulières et souvent contre le PCUS, que ce dernier était appelé à admettre ensuite. De même, tous les gorbatchéviens qui furent promus à la tête des différentes instances du

système présidentiel agissaient non pas au compte du PCUS, mais n'étaient responsables que devant le conseil présidentiel et le nouveau Soviet Suprême issu des élections.

UN COUP D'ETAT CONTRE LE PCUS

Tout ce beau monde s'entendait sur l'objectif inavoué de restaurer le capitalisme en URSS. Mais il fallait réaliser cela tout en préservant l'Union, voire même la transformer en Empire. Ce qui devait arriver arriva. Le démon du nationalisme utilisé comme instrument idéologique contre l'internationalisme communiste agissait tout naturellement contre l'Union elle-même. Ils étaient tous d'accord pour miner le PCUS de l'intérieur, pour le transformer en parti social-démocrate candidat à l'adhésion à l'Internationale Socialiste comme l'annonçait le dernier rapport de Gorbatchev au CC du PCUS. Mais il n'était pas prévu d'accepter le démembrement du pays. C'est là que réside le problème essentiel qui a conduit au coup d'Etat du 19 août 1991. A la réunion du G7, les impérialistes ont exigé de Gorbatchev des mesures décisives en matière de privatisation de l'économie, mais aussi de démembrement de l'URSS. L'empressement des occidentaux à reconnaître l'indépendance des Pays Baltes en est une preuve évidente. Et Gorbatchev avait pris des engagements en ce sens, comme il vient de le faire maintenant. Mais il fallait un « choc » pour faire passer cette pilule amère en contrebande. L'acceptation par Gorbatchev des exigences impérialistes était un écart par rapport aux plans initiaux conçus avec ses amis du Conseil Présidentiel. Mais en même temps c'était un piège tendu dans lequel ils sont tombés en agitant le mensonge infantile que l'on sait sur la soi-disant « maladie du président ».

On a rapporté d'ailleurs qu'il y a eu une « discussion houleuse » entre eux et Gorbatchev. Mais rien ne nous a été dit sur le contenu précis de cette dispute. Par contre la déclaration des putschistes est essentiellement axée sur la question de « l'Union ».

En fait le coup d'Etat ouvrait la voie à l'interdiction du PCUS et du PCR, à la répression des communistes. Il s'agit d'une vaste provocation dont le but est de détruire toute l'organisation des 14 millions de communistes attachés à la cause et au parti de Lénine et qui refusent de « renier leurs principes », qui n'accepteront jamais la destruction de leur patrie socialiste et la restauration capitaliste.

La bande des putschistes n'était pas des naïfs comme tentent de l'accréditer les médias. Comment se fait-il que Eltsine ait pu traverser tout Moscou de sa datcha au Parlement Russe pour y faire son fameux appel à la « grève générale », superbement ignoré par les travailleurs soviétiques?

Que signifie l'invitation étrangement naïve du chef du KGB (membre du conseil présidentiel) et putschiste, à Eltsine pour que ce dernier l'accompagne voir Gorbatchev prétendument mis à l'écart? Comment se fait-il que les putschistes aient permis à ce même

Gorbatchev d'enregistrer une cassette vidéo dénonçant le putsch? Comment expliquer ce choix pour le moins étrange de troupes si peu enclines à donner l'assaut contre la « Maison Blanche » du parlement Eltsinien ? Quels sont ces drôles de putschistes qui auront tout fait pour échouer lamentablement? Nous faut-il vraiment croire que ces comploteurs, qui auront agi en « grands professionnels » pour renverser les régimes des pays de l'Est, ne sont que de vulgaires amateurs?

Toutes ces questions et bien d'autres faits nous font penser que la piste d'une vaste provocation dirigée contre les communistes et leurs partis est à prendre avec beaucoup de sérieux. L'interdiction aux communistes du droit à s'organiser, la saisie des biens et des finances du PCUS et l'interdiction de toute commémoration de la révolution d'Octobre dans le pays montre bien le but non dit de cette provocation. La démission honteuse de Gorbatchev, son appel scandaleux et anti-démocratique à « l'auto-dissolution du PCUS », la chasse aux sorcières contre les communistes et l'interdiction de leur presse l'atteste avec éloquence.

Un proche conseiller de Gorbatchev, invité par le « fondateur » Jack Ralite, ancien ministre de la santé de Mitterand, Alexis Kojemiakov, vient d'affirmer que le coup d'Etat avait marqué « *la fin de la Perestroïka telle qu'elle avait été conçue depuis 1985, c'est à dire comme tentative de réformer le système par le compromis* » et que le PCUS n'avait fait que consommer « *son démantèlement sur le plan moral, puis au plan des idées et au plan organisationnel* » (*Le Monde* du 14/9/91). N'est-ce pas ce qu'a fait Gorbatchev: Démanteler le PCUS au « plan moral », puis au « plan des idées » et provoquer un « choc puissant » pour le détruire au « plan organisationnel » ? Et le « système du compromis » fut l'outil qui permit la prise du contrôle du PCUS et l'expulsion du parti au pouvoir avant la mise en oeuvre de la liquidation en cours cette fois par l'interdiction et la répression. A bien des égards, les événements depuis le putsch ressemblent fort à une réédition de l'incendie de Reichstag, le parlement allemand, en 1933, qui fut attribué faussement aux communistes par les nazis qui en étaient les vrais auteurs. Mais comme on le sait ce « choc puissant » fut utilisé par les Hitlériens pour abolir le PC allemand et envoyer les communistes dans les premiers camps de concentration. Comment comprendre autrement la mise en accusation précipitée d'un parti dont le secrétaire général (au moment des faits, Gorbatchev l'était encore) était désigné comme la principale victime des putschistes? N'est-ce pas son adjoint au PCUS, Vladimir

Ivachkova, qui a ouvertement et dès les premières heures exigé au nom du parti que le « président et secrétaire général puisse s'exprimer en public »? Comment ne pas comprendre alors que suite à tant de faits et bien d'autres encore, le parti et les communistes subissent les affres de la dictature de droite et d'extrême droite qui se met clairement en place en URSS avec la bénédiction des Impérialistes? Comment ne pas voir que ceci est le vrai sens de cette provocation orchestrée et menée demain de maître?

D'ailleurs les putschistes ne font aucune référence au parti dans leur déclaration instituant leur « comité pour l'Etat d'urgence ». Et pour cause, car c'est au système présidentiel à l'américaine qu'ils doivent leurs fonctions dans l'Etat, le parti exclu du pouvoir par Gorbatchev n'étant plus le centre des décisions d'Etat. Un tel système exige au contraire la transformation des partis en machines au service des hommes d'Etat, lesquels gouvernent au profit des classes exploiteuses en voie de constitution en URSS.

LUTTER POUR REVENIR A NOTRE FUTUR

Durant les 61 heures d'existence du « comité pour l'Etat d'urgence », les Soviétiques ont vu réapparaître dans les magasins des denrées qui avaient disparu. Comment ne pas se souvenir que devant le Soviet Suprême, Krioutchov, chef du KGB, l'un des auteurs du coup d'Etat, avait dénoncé le caractère « artificiel de la pénurie »? C'est dire que l'on ne peut que s'interroger sur la réalité même de la « pénurie des biens de consommation » en URSS? Se peut-il qu'il y ait une orchestration voulue et intéressée d'une telle pénurie? Et quel rôle joue Gorbatchev dans une telle situation? Qu'il y ait des problèmes sur le plan économique, nous n'en doutons pas. Mais ne sont-ils pas exagérés, gonflés dans le but sordide de discréditer l'économie socialiste et de crédibiliser l'alternative capitaliste?

Nous retenons avec une forte attention que les communistes dans leur masse, la classe ouvrière et la paysannerie kolkhozienne se sont démarqués tant des putschistes gorbatchéviens que des restaurateurs Eltsiniens et gorbatchéviens. C'est très important pour la suite des événements. Nous comprenons aussi qu'après toutes ces décennies de révisionnisme, une certaine distanciation s'est opérée entre le parti et les masses. Mais devant les mesures restauratrices en cours et dont l'essentiel est à venir, le fil rompu peut et doit être renoué. C'est cela le cauchemar des Gorbatchev, Eltsine et consorts. C'est là la véritable raison de la chasse aux communistes et l'interdiction frappant leurs partis. La classe ouvrière a besoin de son parti pour se constituer en force politique indépendante et organisée pour sa lutte de classe en vue de la conquête du pouvoir politique.

Nous devons, communistes, ouvriers, peuples opprimés et démocrates, nous mobiliser pour éventrer ce vaste complot et cette provocation cynique dans une solidarité internationaliste contre l'interdiction du PCUS, du PCR et contre la chasse aux sorcières en URSS. Nous devons agir pour le

droit à l'organisation des communistes et la levée de tout interdit les frappant. Tous les biens, locaux, journaux et finances du PCUS et du PCR doivent être restitués. Nous devons prendre les capitalistes au mot, pour la défense des libertés démocratiques et des droits acquis des travailleurs. Nous devons comprendre que le moment est propice pour les forces du capital et les impérialistes qui tentent de reprendre tous les droits et acquis conquis hier de haute lutte, avec l'apport du mouvement communiste international.

De même qu'hier l'existence même de l'URSS socialiste avec les grands acquis des travailleurs galvanisait par son exemple la lutte de la classe ouvrière mondiale dans les pays occidentaux et les luttes des peuples opprimés contre la domination impérialiste, de même la défaite actuelle va et est déjà utilisée par les capitalistes et les impérialistes pour reprendre ce qu'ils avaient été obligés de céder hier sous les coups des luttes.

L'ennemi de classe ne reculera devant aucun moyen, devant aucune méthode. Il agira et agit déjà dans le sens de réaliser le rêve impossible de la « fin de l'histoire » comme l'annonce un conseiller de Bush, Francis Fukuyama. Partout une attaque sans commune mesure contre les organisations communistes qui refusent de se saborder va et se développe déjà parallèlement aux agressions contre le monde du travail et les peuples, Le sort présent des peuples irakien et palestinien en est une illustration, et Bush rêve déjà d'enlever de son pied l'épine cubaine avec l'aide de Gorbatchev et d'Eltsine.

Gageons que nous saurons tirer les leçons de cette défaite temporaire de notre Classe, que nous saurons, malgré les péripéties de l'histoire, retrouver le chemin de notre futur dans la voie ouverte par la Commune et par Octobre 1917.

Le communisme reste et demeure l'avenir du monde !

Septembre 1991